

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Il y a trente ans ... la Révolution en Chine

**I**l y a trente ans, Mao Zedong proclamait la victoire de la Révolution chinoise. Sous la conduite du Parti communiste chinois fondé à Shanghai le 1er juillet 1921, les masses populaires de l'immense Chine avaient vaincu successivement tous leurs ennemis : les seigneurs aux mœurs féodales les plus cruelles, les agresseurs japonais, les réactionnaires de Tchang Kaï-chek et leur maître et soutien, l'impérialisme américain.

Une simple « petite phrase » du dirigeant chinois apparaît aujourd'hui comme l'annonce historique des bouleversements universels intervenus depuis lors : « Le peuple chinois est debout » ! Pays du tiers monde le plus peuplé et parmi les plus sous-développés, premier à avoir conquis, au prix de 30 millions de martyrs, son indépendance nationale, la Chine ouvrait triomphalement l'ère de la décolonisation et des défaites irréversibles de tous les impérialismes.

Depuis trente années en effet, plus de cent peuples se sont libérés à leur tour, rejetant l'oppression coloniale des pays capitalistes occidentaux. La République populaire de Chine occupe désormais dans le monde une telle place que toutes les anciennes puissances qui l'opprimèrent sont obligées d'en tenir compte et de la respecter. De la France aux États-Unis en passant par le Japon, tous les pays qui voulaient jadis « se partager le gâteau chinois » ont dû y renoncer. L'État chinois multinational a des relations diplomatiques avec la quasi-totalité des pays du monde. Ses relations et activités internationales pèsent d'un poids efficace, sinon décisif, pour la défense des intérêts non seulement de ses 960 millions d'habitants, mais aussi de tous les peuples du tiers monde et de tous les travailleurs du monde entier.

Car la Chine, qui a elle-même besoin de paix pour s'arracher au sous-développement et devenir un pays socialiste moderne, apporte à la lutte contre le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, la contribution la plus remarquable. Sa dénonciation constante du principal fauteur de guerre à l'heure actuelle, l'hégémonisme soviétique, ouvre les yeux des peuples et favorise la résistance des États aux entreprises agressives du social-impérialisme. A ce titre, qui s'ajoute aux relations d'amitié entre peuples chinois et français, nous saluons comme un événement de portée historique très importante la proche visite en France de Houa Guofeng, chef du gouvernement chinois.

Il est possible que cette visite s'inscrive dans un moment où l'agression fasciste soviéto-vietnamienne contre les peuples du Sud-Est asiatique connaîtra un nouveau déchaînement criminel. Dans leur tentative de détruire jusqu'au dernier enfant le peuple khmer que n'avaient pu vaincre les agresseurs américains, l'expansionnisme vietnamien et l'hégémonisme soviétique préparent en effet la plus violente offensive contre le Kampuchea démocratique.

Suite page 3  
Jacques JURQUET

# Temps fort contre les lois anti-immigrés

**A Garges,  
le 29  
septembre,  
première  
initiative  
contre les  
lois Barre-  
Bonnet-  
Stoléro**

Voir  
page 4



Des messages de soutien venus d'un peu partout. Des soutiens aussi pour les résidents en lutte, ceux de Garges en particulier. Par exemple, Paysans-Travailleurs de la Sarthe : 600 kilos de pommes de terre, 50 kilos de tomates, 40 douzaines d'œufs et 60 poulets.

## SEMAINE D'ACTION CGT-CFDT POUR LA SANTE

# A Grenoble, on n'a pas attendu le 1er octobre

Du 1er au 5 octobre, la CGT et la CFDT des services de santé engagent une semaine d'action. De récentes circulaires ministérielles visent à réduire les dépenses de santé et s'attaquent particulièrement aux budgets d'effectifs et de matériel. Il s'agit de mobiliser les travailleurs hospitaliers pour engager la riposte et de sensibiliser la population. Nous informerons quotidiennement de cette semaine d'action. Ci-dessous, notre correspondant de Grenoble relate les conditions dans lesquelles elle s'engage dans le centre hospitalier de cette ville.

**A**VANT même le premier octobre, les premières actions ont déjà eu lieu. Le lundi 25 septembre, une assemblée générale des person-

nels réunissait environ 150 personnes afin d'expliquer les circulaires ministérielles et leurs conséquences sur l'hôpital : dégradation des conditions de travail et de la sécurité des malades (moins d'embauche pour les remplacements d'été, certains agents ont travaillé douze jours consécutifs sans repos, etc.), instabilité de l'emploi, embauche généralisée de personnel auxiliaire sous contrat de six mois. Certains ASH (agents de service hospitalier) travaillant depuis un an et demi ne sont pas encore stagiaires, alors qu'une importante lutte sur l'hôpital avait permis que les agents rentrent directement stagiaires. Économie sur le matériel, pénurie de matériel médical : pas de compresses stériles pendant vingt jours dans tous les services, moins de coton lavé. Pénurie de matériel d'entretien : depuis un mois, pas de poudre à recurer, pas de savon, pas assez de javel, pas de gants de ménage.

Cette assemblée générale devait également proposer un

rassemblement jeudi 27 devant le conseil d'administration, où les représentants du personnel CGT et CFDT proposaient une motion refusant les circulaires ministérielles et leurs conséquences sur les travailleurs. Ainsi, ce jeudi matin, les travailleurs se rassemblaient aux cris de « Non aux restrictions de budgets », « Votez la motion », « Nous voulons des effectifs ».

Finalement, le conseil d'administration a repoussé cette motion. Les représentants de la Sécurité sociale et les médecins (UDF ou RPR) ont voté contre. Hubert Dubedout, député-maire PS de Grenoble, s'est abstenu, mais les autres représentants connus du PC et du PS ont voté pour.

Une demande de budget

supplémentaire pour compenser la hausse des prix a été repoussée également.

Ces résultats ne sont bien sûr pas des victoires, mais l'action ne s'arrête pas pour autant. La semaine d'action du 1er au 5 octobre sera probablement consacrée à une sensibilisation au niveau de la population et des usagers.

Il est à noter qu'à l'occasion de cette action, les relations entre CGT et CFDT se sont nettement améliorées. Des discussions et des relations très fraternelles entre militants de base des deux syndicats se sont créées, ce qui est de très bonne augure pour l'avenir de l'unité d'action. Les camarades du PCML et du PCRml y ont contribué.

Voir aussi page 6  
**Hôpital : danger de mort**

### Après l'assassinat de Goldman MEETING

Mardi 2 octobre, 20 h 30, à la Mutualité, Paris 5e.  
Métro Maubert-Mutualité.

L'EUROPE DE L'EST FACE A L'URSS (3)

# Hongrie et Tchécoslovaquie

Dans notre précédent article, nous avons évoqué la position d'avant-garde qu'occupait la Roumanie dans la résistance à l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est et examiné aussi le cas de la Bulgarie. Nous apportons maintenant quelques éléments d'analyse sur deux pays, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Tous deux, quoique dans des circonstances certes très différents, ont été l'objet d'une intervention militaire soviétique.

**L'**INTERVENTION soviétique en Hongrie a eu lieu en 1956, il y a 23 ans. C'est depuis cette date que Janos Kadar, auparavant détenu dans les prisons hongroises, dirige le pays. Et il est certain que les événements dramatiques d'alors conditionnent toujours la politique du pouvoir hongrois, qui sait quel prix cela a coûté au pays.

Dans toutes les déclarations officielles, et aussi sur les grands problèmes de politique internationale, la Hongrie apparaît gentiment alignée sur l'URSS. Mais des différences et des contradictions sérieuses apparaissent au moins dans trois domaines.

1) En politique intérieure, la politique de Kadar est nettement plus libérale que celle de Brejnev ou de Husak ; elle témoigne d'une volonté de ne pas trop

aggraver les heurts avec l'opposition, conformément au mot d'ordre proclamé par Kadar à la fin des années 1950 : « Qui n'est pas contre nous est avec nous ».

2) Sur le problème de l'eurocommunisme, dont le point-clé est le refus de suivre l'URSS : Kadar a fait preuve d'une certaine retenue dans la polémique. *L'Humanité* du 27 février 1977 notait d'ailleurs que les Hongrois « contrairement à une coutume trop répandue dans les publications des pays socialistes, ne se bornent pas à une dénonciation sommaire de l'euro-communisme ».

### OUVERTURE ECONOMIQUE

3) Dans le domaine économique, enfin, on peut noter une nette volonté

des dirigeants hongrois de s'ouvrir sur l'Occident et de ne plus compter seulement sur l'URSS. Un décret adopté en mai 1977 accorde plus de facilités aux sociétés étrangères qui veulent investir en Hongrie. Et à l'occasion de la nomination de Peter Veress, ambassadeur hongrois en France, au poste de ministre du commerce extérieur, il a été précisé que la Hongrie voulait développer considérablement le commerce avec les pays de l'Ouest. La Hongrie attend aussi une aide occidentale pour exploiter plus intensivement les importants gisements de bauxite qu'elle possède. Toutes mesures qui soustraient une partie de l'économie hongroise à la mainmise soviétique.

### LE CAS DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La marge de manœuvre des dirigeants tchécoslovaques est réellement limitée depuis l'invasion du pays en 1968. Les Soviétiques ont fait comprendre à maintes reprises qu'ils entendaient y garder le contrôle de la situation. Aussi, dans les circonstances actuelles, les dirigeants tchécoslova-

ques apparaissent-ils comme les plus soumis et les plus dociles.

On peut noter cependant deux choses.

D'abord, la Tchécoslovaquie souffre, objectivement, comme les autres pays, de la mainmise soviétique. Elle a donc, elle aussi, intérêt à s'en débarrasser. L'ouverture économique vers l'Ouest, manifeste pour ce pays comme pour les autres, est objectivement une mesure dans ce sens, quoi qu'elle puisse en dire les dirigeants.

Ensuite, la direction tchécoslovaque se compose historiquement de deux fractions :

- Ceux qui, comme Indra ou Bilak, en 1968, ont été des collabos de la première heure ;

- Ceux qui, comme Husak ou Strougal (le premier ministre), avaient, dans un premier temps, condamné l'intervention soviétique et qui ne l'ont approuvée qu'après.

N'est-il pas inévitable que des contradictions existent entre ces deux fractions sur la question-clé des relations avec l'URSS ?

(A suivre)

J.S.

CAMBODGE

# Le peuple khmer ne doit pas mourir !



« Tous les enfants de moins de cinq ans sont morts », ont affirmé les représentants de la Croix-Rouge internationale et de l'UNICEF de retour du Cambodge. « Deux millions de personnes sont menacées de mort par la famine », ont déclaré de leur côté des réfugiés sortis du Cambodge.

**L**E vice-ministre vietnamien des affaires étrangères a affirmé, vendredi, qu'il n'y avait pas de « famine généralisée » au Cambodge, mais seulement des « poches de famine » à proximité de la frontière thaïlandaise. Pourquoi cette volonté de minimiser le drame qui se joue en ce moment au Cambodge ?

### QUI EST RESPONSABLE ?

Est-ce parce que la responsabilité en incombe principalement à l'invasion du pays par des troupes vietnamiennes : faut-il rappeler, en effet, que depuis janvier, pratiquement aucune terre n'a été cultivée (ce que sont bien obligés de reconnaître les autorités vietnamiennes de Phnom Penh). Les combats, la désorganisation totale qui a suivi et les pillages de l'armée vietnamienne ne sont-ils pas les causes de cette famine que Hanoï ne veut pas voir ?

Et quand, en plus, les autorités de Phnom Penh, sous couvert d'humanisme, déclarent qu'elles ne veulent pas faire travailler les gens par respect pour leur liberté retrouvée, on peut se demander s'il n'y a pas là une volonté délibérée de laisser un peuple mourir de faim.

### DE L'AIDE !

Alors que faire ? Sur place, dans les zones occupées par l'armée vietnamienne, les cadres clandestins fidèles au gouvernement qui

a pris le maquis, font tout pour encourager la population à cultiver.

Ici, en France, nous pouvons aussi faire quelque chose pour l'ensemble de la population. Mais il faut exiger que notre aide n'aille pas seulement aux régions contrôlées par les soldats vietnamiens. Les populations des régions de maquis sont, elles aussi, dans une situation dramatique. Et notre aide leur est d'autant plus urgente et nécessaire que d'ici quelques semaines, l'offensive vietnamienne d'envergure entravera considérablement l'acheminement des secours, dans les maquis.

C'est probablement d'ailleurs en escomptant un arrêt de l'aide internationale aux zones « khmers rouges » que les autorités de Phnom Penh ont mis, vendredi, un bémol à leurs accusations à l'adresse de la Croix-Rouge et de l'UNICEF, accusations selon lesquelles « l'aide aux deux côtés est une manœuvre perfide des impérialistes et de la réaction internationale (...) destinée à légitimer le ravitaillement des forces des Khmers rouges ».

Envoyez vos dons, en argent, en médicaments, en aliments au : Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France - 53, Avenue Lénine - Gentilly. (Qui se chargera de les acheminer).

Vous pouvez aussi les adresser, en précisant que vous désirez aider tout le peuple cambodgien à la Croix-Rouge internationale à Genève.

Claude LIRIA

DANS LA PRESSE

## Comment les pays pauvres contribuent à enrichir les pays riches

**S**ELON le département américain du commerce, les investissements des Etats-Unis à l'étranger en 1979 seront supérieurs de 22% à ceux réalisés en 1978. Pour l'an prochain, les sociétés américaines envisagent d'investir à l'étranger 43 milliards de dollars, soit 15% de plus que cette année. Les progrès les plus importants seront réalisés dans le secteur pétrolier.

Souvent les informations de ce genre transmises par la presse et la télévision insinuent que les pays développés contribuent au développement du tiers monde par les investissements qu'ils y font. On s'arrange d'ailleurs pour nous expliquer les choses de telle sorte que nous comprenions, sans qu'on nous le dise, que, somme toute, nos nations capitalistes se montrent bien généreuses à l'égard de peuples dont l'ingratitude n'aurait d'égalé que leur incapacité à se développer sans notre aide.

Derrière ce genre d'informations, qui se veulent objectives, se cache une habile propagande qu'il est souvent difficile de contrer,

car elles ne présentent qu'une partie de la réalité. C'est pourquoi nous attirons l'attention de nos lecteurs sur un article très documenté et fort instructif paru dans *Le Monde diplomatique* d'août 1979 : « Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des Etats-Unis et des autres pays industrialisés », par James F. Petras, professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York.

On y apprend par exemple qu'en 10 ans, de 1966 à 1976, les sorties d'argent de l'Amérique latine vers les Etats-Unis (sous forme de dividendes, d'intérêts, d'honoraires et de redevances) ont été supérieures de deux milliards et demi de dollars aux apports de capitaux américains. En outre, ces apports de capitaux, quand ils ne proviennent pas de profits réinvestis sur place, sont fournis dans une large mesure par des sources extérieures aux Etats-Unis, notamment par l'épargne des pays exploités.

Cet article contient également d'intéressantes révélations sur le rôle joué par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans ces opérations de

pillage du tiers monde par les pays développés. Il démontre, chiffres à l'appui, comment ces organismes internationaux, contrôlés par l'impérialisme, contribuent à favoriser les régimes les plus antipopulaires. Riche en informations précises assorties de ta-

bleaux très parlants, cette étude est d'autant plus intéressante qu'à partir d'exemples concrets, elle explique très clairement les mécanismes par lesquels les nations impérialistes exploitent les pays du tiers monde.

H.B.

## Ben, mon colon

**N**OUS sommes le 31 août. TF 1 attaque son journal de 20 heures. Premier sujet : « David », le cyclone. Les images se succèdent montrant les ravages causés à la Martinique et à la Guadeloupe. Le film se termine par des images de la Dominique : 80 000 habitants, 60 000 sans-abris, 95 morts, 4 000 blessés, dit le commentateur. Un nommé Jean-Claude Perpère. Celui-ci termine son commentaire ainsi : « La Dominique est une des îles les plus pauvres des Antilles. De plus,

Etat indépendant, elle ne peut bénéficier du soutien de la métropole ». Fermer le ban ! Le lendemain, TF 1, journal de 13 heures. Rebelote sur Porto-Rico qui est à la une. Toujours le Perpère en question qui nous explique sans rire que Porto-Rico a la chance d'être « associé aux USA » ! Cela n'est-il pas bien dit ?

Ah quel malheur que l'indépendance ! Ah quel bonheur que d'être colonisé ! Puisque Perpère vous le dit.

Un lecteur.

# Il y a trente ans... la Révolution en Chine

(Suite de la page 1)

Leurs objectifs sont de poursuivre l'encerclement de la Chine, de tenter ultérieurement d'accéder à la position stratégique du détroit de Malacca et d'annexer le Cambodge et le Laos pour constituer une Indochine entièrement dominée par les dirigeants fascistes vietnamiens. A la dernière fête du journal du Parti communiste français, *L'Humanité*, une campagne active de soutien à la politique belliciste de ces derniers se manifestait par l'abondance de badges mentionnant « Ne touchez pas le Vietnam ! ». En fait, cette propagande hypocrite visait la Chine, dont l'intervention militaire limitée a déjà apporté, une fois, un soutien stratégique efficace aux patriotes khmères. Pourquoi le PCF ne proclame-t-il pas simultanément : « Ne touchez pas le Cambodge » ?

Nous ignorons à l'avance quels développements nouveaux provoquera la nouvelle offensive soviéto-vietnamienne dans le Sud-est asiatique. Mais nous pouvons proclamer sans hésitations qu'en tout état de cause, les sens responsables de toute aggravation militaire comme du génocide en cours des populations khmères sont et seront les dirigeants soviétiques et vietnamiens. Par contre, les dirigeants chinois œuvrent de toutes leurs forces pour sauver les peuples khmer et lao. Ils ne cessent d'agir pour empêcher le déclenchement d'une guerre locale de plus grande envergure en Asie. Ils apportent une aide désintéressée à plusieurs centaines de milliers de réfugiés. Ils ne cessent d'agir également pour empêcher le déclenchement d'une guerre mondiale dont l'Europe et notre propre pays constitueraient le principal enjeu.

Trop peu de gens ont malheureusement conscience de ces réalités actuelles. Cette période de notre histoire rappelle gravement la grave inconscience de notre peuple à l'époque de la signature des accords de Munich, quand seuls, les communistes, en dénoncèrent la duplicité encourageant Hitler à la guerre.

La situation intérieure de la Chine n'est pas encore celle d'un pays développé. Loin de là. Dix ans de domination autoritaire et d'excès des plus graves assumés par la « bande des quatre » ont gravement entravé son développement d'ensemble. La politique dite des quatre modernisations vise maintenant à combler le retard imputable au passé de la Chine, dominée par les réactionnaires féodaux et les impérialistes étrangers.

Elle propose au peuple chinois une nouvelle longue marche destinée à transformer tout le pays, pour porter le niveau de sa production globale au niveau mondial des pays les plus développés. Le socialisme ne doit-il pas assurer l'amélioration constante des conditions d'existence du peuple ? Mais il s'agit d'une entreprise qui concerne le quart de l'humanité, bientôt un milliard d'être humains. C'est dire qu'il s'agit d'un processus ne bénéficiant d'aucune expérience, d'aucune pratique antérieures. Aussi, nombre des initiatives et des innovations sont-elles de nature à poser des questions nouvelles et même à remettre en cause certaines idées et certains acquis du passé.

C'est certes le peuple chinois qui est le premier concerné et doit répondre à toutes les questions soulevées dans ces circonstances. Mais il est aussi naturel et inévitable que s'instaurent dans les rangs marxistes-léninistes comme parmi tous les amis de la Chine, des discussions parfois passionnées concernant le cours nouveau de l'édification du socialisme en Chine. Dans notre presse, nous avons à cœur de prendre en compte toutes ces questions nouvelles pour tenter de mieux connaître la grande Chine populaire, de mieux comprendre les efforts de ses peuples, de mieux apprécier les initiatives de son Parti communiste et de ses dirigeants actuels.

Les mass-média et la grande presse de notre pays s'efforcent, depuis des mois, d'accréditer l'idée d'une prétendue « démaoïsation ». Mais, pour complexe soit-elle, nous savons que la réalité chinoise est toute différente, même si quelques éléments réactionnaires profitent des libertés démocratiques rétablies pour relever leurs têtes et nier le bilan positif de l'œuvre révolutionnaire de Mao Zedong.

La pensée-maozedong, indissociable du marxisme-léninisme, a considérablement enrichi sur le double plan de la théorie et de la pratique, la doctrine du socialisme scientifique. C'est là une réalité indélébile de l'histoire du peuple chinois profitable aux peuples révolutionnaires du monde. Par delà toutes les questions historiques ou contemporaines soulevées par la révolution chinoise, hier et aujourd'hui, ce qui est le plus important pour nous dans la situation actuelle se trouve concentré dans la politique internationale de la République populaire de Chine. Elle seule, en effet, peut réussir à retarder la troisième guerre mondiale, en déjouant la stratégie universelle de l'hégémonisme soviétique, en s'opposant à toutes les offensives du social-impérialisme russe.

Trente années après sa victoire, la Révolution chinoise continue en ce sens à jouer un rôle décisif pour la sauvegarde des intérêts des prolétariats et des peuples révolutionnaires du monde entier.

Vive le 30e anniversaire de la Révolution chinoise !  
Vive la pensée-maozedong !  
Vive le Parti communiste chinois !

J. B.

## EUROPE

# Rencontre internationale des radios libres à Longwy

**C'**EST à Longwy qu'a eu lieu la réunion internationale des radios libres. Cette rencontre était organisée par les animateurs de *SOS-emploi*, militants syndicaux CFDT-Longwy.

A Longwy aussi, se trouve Lorraine-cœur d'acier, radio animée par des militants CGT. Deux radios liées à la lutte des sidérurgistes.

La réunion qui regroupait deux cents personnes, représentant 60 radios libres a pris plusieurs décisions. Elle a proclamé la naissance de l'Union européenne

des radios-libres, elle a décidé de créer un bulletin européen des radios libres, de convoquer une réunion internationale dans un an. Une délégation va être envoyée au Parlement européen et à la Conférence de Genève sur l'attribution des fréquences de radio et de télé-diffusion.

Une commission de juristes a été créée. Une émission commune à toutes les radios libres européennes va être réalisée.

Une vive discussion a opposé les délégués sur le projet de charte à propos de la publicité radio et de l'adhésion à la charte.

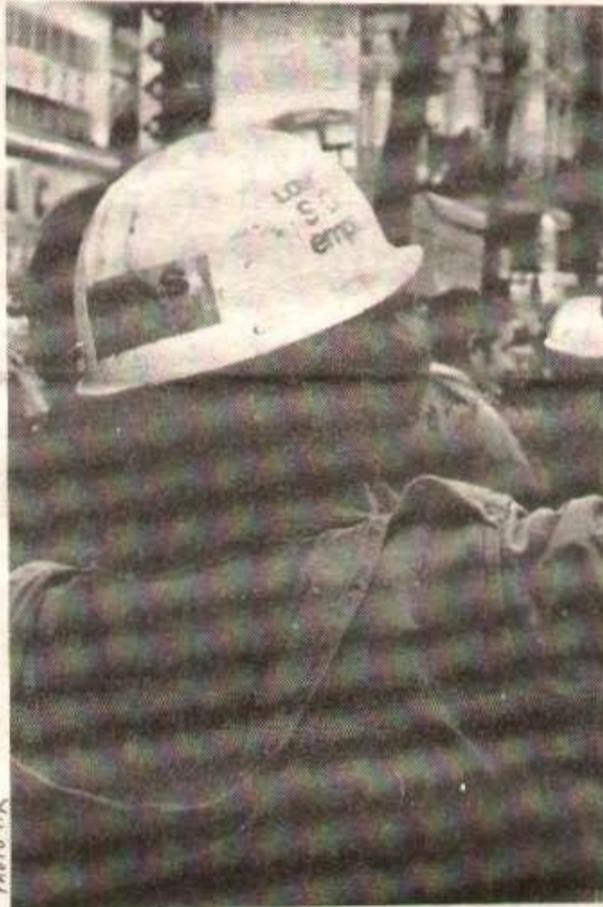


Photo H.K.

La rencontre internationale des radios libres était organisée par « SOS-emploi »

## COLLOQUE DE ROME

# Palestine, un pas vers la paix

**A**U début de la semaine dernière s'est tenue à Rome un colloque sur les droits nationaux du peuple palestinien et la paix au Proche-Orient. Cette rencontre constitue un pas vers la paix : les délégués israéliens, appartenant à la gauche sioniste, ont en effet proclamé qu'ils soutiendraient la création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël.

De son côté, le chef de la délégation de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) a causé une certaine surprise en affirmant que « l'objectif final des Palestiniens n'est plus la création d'un Etat démocratique laïc (dans l'ensemble de la Palestine), mais d'un Etat indépendant dans les territoires occupés lors du conflit de juin 1967 ». Il n'a pas craint de préciser que l'OLP accepte désormais de dialoguer avec tout Israélien, même sioniste, pourvu qu'il reconnaisse le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Ces propos ont été critiqués dans les couloirs par un représentant du « Front du refus ». Les organisateurs du colloque ont reçu de nombreux messages de soutien dont ceux de Yasser Arafat et de Nahum Goldman, ancien président du congrès juif mondial.

H. B.

## COLERE

# Les motards refusent la vignette

**T**ANDIS que Patrick Pons courait pour décrocher le titre de champion du monde 750 cc, dans toutes les villes de France, les motards se rassemblaient pour protester contre la nouvelle vignette moto que veut imposer le gouvernement.

Une vignette qui coûterait 100 F pour une moto de 6CV; 160 F pour une 7CV; 280 F pour les 8-9 CV et 800 F au delà de 11CV. La moto et les motards sont déjà lourdement frappés : une TVA de 33 % comme les produits de luxe, des cotisations d'assurances très élevées, sans parler du nouveau permis qui coûte une fortune. Les circuits, eux, sont plus discrets et se font attendre.

C'est samedi 29 septembre qu'a eu lieu dans les grandes villes de France la journée de protestation. Les motards se sont réunis de-

vant les préfectures et les sous-préfectures pour remettre des pétitions et distribuer des tracts aux passants. Vendredi soir, ils étaient sur les Champs-Élysées à Paris. Le lendemain, les motards parisiens se retrouvaient place de la Concorde pour se rendre en cortège au salon de la moto, porte de Versailles. Enfin, dimanche soir, les motards parisiens ont manifesté sur toute la largeur de l'autoroute du sud, puis ont investi les cabines de péage de Fleury-en-Bière, invitant les automobilistes à passer sans payer.

Pour beaucoup de jeunes des milieux populaires, l'acquisition et l'entretien d'une moto représentent de gros sacrifices. La nouvelle taxation qui viendrait s'ajouter aux assurances et au permis ne peut que soulever une colère légitime.

L.C.



Dans toutes les villes de France, les motards se sont rassemblés.

## RELIGION

# Jean-Paul II en Irlande et aux USA

**A**PRES la Pologne, le Mexique, Jean-Paul II vient de visiter l'Irlande. Il va se rendre maintenant aux Etats-Unis. Pourquoi Jean-Paul II fait-il alterner des appels à la conciliation pacifique entre exploités et exploités, avec des discours sur les droits

de l'homme ? Le discours de l'Eglise, dans cette époque bouleversée, a-t-il fondamentalement changé ? Quel est le sens de la démarche internationale du Pape ? Dans notre prochaine édition, Yannick Dagorn fera le point sur cette question.



Un demi-million de personnes sont venues à Knock (lieu de pèlerinage) pour entendre le Pape

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 2 octobre 1979

# IMMIGRES



Photo H.R.

L'hiver approche. La Sonacotra, le gouvernement déjà coupables d'avoir imposé 97 jours de ces conditions de vie aux résidents qu'ils ont expulsés, n'envisagent toujours pas de les réintégrer dans leur foyer. La municipalité, que tient le PCF, n'envisage toujours pas de réquisitionner le foyer comme elle en a la possibilité, en droit. Mieux : elle avise maintenant les résidents qu'elle a l'intention de construire au plus vite une école sur le terrain. Autrement dit : Prends ta valise et dehors. Voilà une municipalité qui a clairement choisi son camp ! Bien sûr, le Comité de coordination ne laissera pas des dizaines de résidents passer l'hiver dans des conditions aussi inhumaines.

## Temps fort contre les lois anti-immigrés

**G**ARGES ; samedi 29 septembre. Devant leur foyer d'où ils ont été expulsés depuis maintenant 97 jours, les résidents campent toujours. *Prends ta valise et dehors* : voilà l'image du libéralisme giscardien à Garges-les-Gonesse. *Prends ta valise et dehors* : les lois Barre-Bonnet-Stoléro-Boulin, c'est ça, au bon vouloir des patrons, des préfets. Frère immigré, parce que tu seras chômeur, parce que tu seras malade, parce que tu auras collé une affiche ou distribué un tract, tu seras jeté dehors ; parce que tu te défendras et lutteras pour un minimum de droits ; parce que tu lutteras avec tes camarades français, dans ton usine, sur ton chantier, tu seras jeté dehors : tu auras troublé l'ordre public !

Garges, c'est déjà ça ; l'expulsion hors de France qui se prépare à l'encontre d'un membre du Comité de coordination, les poursuites contre d'autres, les expulsions dans de multiples foyers, c'est déjà ça !

Quand on se propose de légaliser un tel arbitraire contre toute une partie de la classe ouvrière, des travailleurs, bien sûr, c'est un coup contre toute la classe ouvrière, tous les travailleurs !

Ils étaient plusieurs milliers - 5 000 à 6 000 - samedi 29 septembre à Garges pour engager le combat contre ces lois.

C'était la première initiative d'ampleur contre les lois racistes et anti-ouvrières Barre-Bonnet-Stoléro-Boulin.

Il faudra bien plus pour les mettre en échec. Ce sera un combat difficile et de longue haleine, dans lequel notre Parti devra prendre sa place.

Il l'a fait à Garges, il le fera à l'occasion d'autres initiatives. Il le fera par les siennes propres. Il le fera par l'activité de ses militants partout où ils sont, dans leur syndicat, leur usine, leur quartier, avec tous ceux et toutes celles qui œuvreront à l'unité la plus large pour briser le projet gouvernemental.

G.C.



Le stand commun à notre Parti et au PCRml.



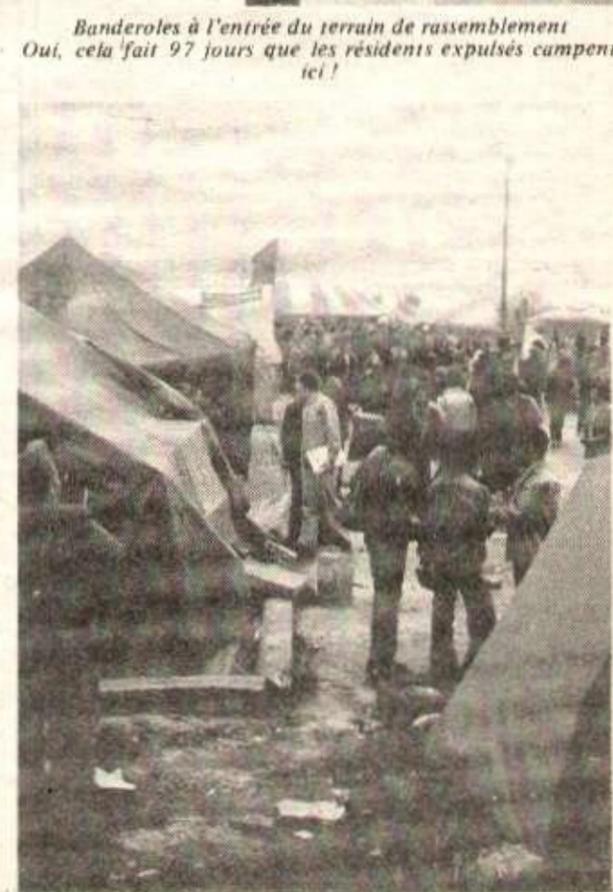
Le chapiteau déborde pour un débat animé sur la lutte des résidents : les revendications, la tactique... Après, il y aura un spectacle : chants, théâtre.



Banderoles à l'entrée du terrain de rassemblement. Oui, cela fait 97 jours que les résidents expulsés campent ici !



En milieu d'après midi, à l'heure de la foule la plus dense Français et immigrés côte-à-côte.



Parmi les stands...



Le soir approche. A quelques pas du foyer, au bord du camp, on active le feu.

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 2 octobre 1979

VISITE DE GISCARD D'ESTAING EN AQUITAINE

# Des comptes à rendre !

**L**A visite de Giscard d'Estaing en Aquitaine cette semaine revêt une importance particulière. La politique anti-ouvrière, antipopulaire que conduit le président, avec comme exécutant en chef le premier ministre, est à ce point rejetée par l'ensemble des travailleurs que l'éventualité du départ de Raymond Barre est sérieusement envisagée.

Dans le même temps Giscard, pour poursuivre la même politique, continue de rechercher un large « consensus » : Lecanuet en dessinait les contours samedi dernier ; Giscard lui-même, clô-

turant un colloque sur l'informatique, en dévoilait la tactique : il prenait prétexte de la présence d'Edmond Maire à ce colloque et appelait ses ministres à ouvrir grand les portes de la concertation.

Concertation, participation : il y a un expert en la matière à Bordeaux. Un Chaban-Delmas un peu rafraîchi ne pourrait-il pas devenir un bon instrument du consensus giscardien ?

Dans ces circonstances, les travailleurs d'Aquitaine ont mille raisons de se mobiliser de façon exceptionnelle pour accueillir comme il le mérite

l'organisateur en chef de l'offensive antisociale actuelle. Et ils se mobilisent, de manière largement unitaire : les exemples ci-dessous en témoignent. Ils ont mille fois raison !

Giscard a parlé de « solde de tout compte ». C'est bien vite dit ! Les travailleurs d'Aquitaine ont bien des comptes non soldés : leurs revendications non satisfaites ! Ils demandent des comptes pour les mauvais coups qu'on leur a faits et pour ceux qu'on leur prépare.

G. C

CHEMINOTS

## L'occasion d'une lutte de tous les travailleurs de la région

Communiqué des syndicats CGT et CFDT des cheminots de Bordeaux (extraits).

**R**EUNIS le 21 septembre 1979 pour analyser la grève du 12 au 15 septembre et donner la suite qu'attendent les cheminots, les deux syndicats apprécient la grève comme positive, efficace et bien suivie tenant compte des difficultés de la situation, des manœuvres de la direction, du lâchage du syndicat autonome chez les ADC (agents de conduite) depuis l'action du mois d'août et de la non-participation des autres signataires qui étaient présents le 7 mars dernier à la lutte contre la signature du contrat d'entreprise. Dans

ces conditions, ils considèrent que leurs adhérents et de nombreux autres cheminots ont démontré par leur combativité qu'ils ne sont pas résignés à subir une politique antisociale dans tous les domaines (conditions de travail, salaires, libertés). Ils ne sont pas résignés à l'application du contrat d'entreprise car ils ont lutté contre ses conséquences.

La visite du président de la République le 4 octobre prochain, doit être l'occasion d'une lutte de tous les travailleurs de la région. Le plan Sud-Ouest qu'il viendra défendre est un plan de démission de l'économie régionale s'accompagnant, pour nous cheminots, du démantèlement de notre outil de travail, favorisé par le

plan d'entreprise que toutes les fédérations de cheminots ont combattu le 7 mars.

Depuis trois ans, nous voyons tous que cette politique ne fait qu'aggraver nos conditions de vie et de travail. Les syndicats CGT et CFDT demandent à tous les cheminots de participer

aux débats sur les chantiers avec les militants dans la perspective de prendre la décision d'appeler les cheminots bordelais à prendre toute leur place dans la grande action interprofessionnelle du 4 octobre pour la satisfaction de leurs revendications.

en matière de dépenses de santé. Par la réduction du nombre de lits, des services entiers ne peuvent plus répondre aux besoins de la population (hospitalisation des vieillards au V240 à Haut-l'Evêque, maternité à Pellegrin, services d'urgence). Par la réduction du nombre de lits, c'est aussi Lormont qui ne voit pas le jour, c'est l'hôpital des Enfants qui est laissé à l'abandon et en pleine régression. Par la réduction du nombre de personnel, on assiste à une telle pénurie que ce dernier est obligé de travailler bien souvent dans des conditions impensables remettant en cause la sécurité des malades. Quant à l'agent double, sa journée de travail atteint alors 16 à 18 heures. Où est la sécurité ?

Nous payons de plus en plus cher nos cotisations de Sécurité sociale pour être de plus en plus mal couvert, de plus en plus mal soignés. Le personnel hospitalier perd au fil des jours sa propre santé dans les couloirs de l'hôpital, au service des malades. Des malades, il y en a toujours eu, malheureusement, il y en aura encore sans que pour eux, il n'y ait de congé ni de trêve. Chacun a le droit de pouvoir bénéficier des soins dont il a besoin.

### LA SANTE EST UN DROIT POUR TOUS

Aujourd'hui, comme solution à nos problèmes, la direction nous annonce 700 licenciements au CHR de Bordeaux, chiffre qui va bien au-delà des remplacements d'été.

Le personnel hospitalier a plusieurs raisons d'être en grève le 4 octobre avec l'ensemble des hospitaliers ce jour-là, pour lutter contre la dégradation de la santé, pour dénoncer, lors de la visite de Giscard, sa responsabilité directe dans l'élaboration de cette politique. La santé c'est l'affaire de tous ».

HOSPITALIERS

## « L'hôpital n'est plus en mesure de répondre à sa fonction »

**L**E 27, dans l'après-midi, rue Sainte-Catherine, les syndicats des hospitaliers CGT et CFDT de Bordeaux ont mené une action d'information de la population qui a été très intéressante contre les 700 licenciements qui ont lieu au

CHR de Bordeaux. Voici des extraits du tract diffusé :

« L'Hôpital en danger »  
« Aujourd'hui, on peut affirmer que l'hôpital n'est plus en mesure de répondre à sa fonction, alors que la France occupe le 9e rang sur les dix pays de la communauté européenne

AGEN

## Le PCML appelle à l'unité des travailleurs contre la politique Giscard-Barre

**L**E 4 octobre, M. Giscard d'Estaing, président de la République sera à Agen. Nous appelons tous les travailleurs à manifester à cette occasion toute leur colère et leur désapprobation de la politique giscardienne qui ne vise qu'à faire payer la crise, dont seul le patronat est responsable, à l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes.

En Lot-et-Garonne, le tableau est éloquent : des milliers de chômeurs, les salaires les plus bas de toute la France, la liquidation accélérée des entreprises entraînant des licenciements et l'exode des travailleurs. Pour la campagne, c'est la fameuse loi cadre qui met en péril des milliers de petits paysans, c'est la mévente des produits agricoles que les agriculteurs, bien souvent, sont obligés de jeter ou de brader à des négociants sans scrupule qui font des bénéfices deux à trois fois plus importants que les

producteurs eux-mêmes. C'est aussi le sort réservé aux milliers d'ouvriers agricoles, saisonniers ou pas, qui bénéficient des conditions les plus arbitraires de travail et de salaire.

C'est à un département mutilé que le président de la République vient rendre visite, non pas pour y apporter des remèdes, mais bien au contraire, pour mieux faire accepter le plan de gouvernement, qui vise à faire du Lot-et-Garonne, tout comme du Sud-Ouest, une région vide dédiée au tourisme.

Non, nous n'acceptons pas que de nos campagnes, de nos villages et de nos villes, pareil à une débâcle, s'échappe vers la capitale un flux continu de jeunes en quête d'un premier emploi.

Nous n'acceptons pas non plus qu'avec le plus grand arbitraire et la plus grande légèreté l'on nous impose, aux portes d'Agen tout comme ailleurs, une centrale nucléaire dont les

risques et les dangers ne sont plus à démontrer.

Voilà ce que nous dirons à Valéry Giscard d'Estaing le 4 octobre à Agen. Mais le dire n'est pas suffisant, il faut que les travailleurs, les premiers concernés, imposent leurs revendications, leur volonté et leur droit de vivre et de travailler au pays. Pour cela, l'unité la plus large contre l'offensive gouvernementale est indispensable.

Pour ces raisons, nous jugeons les premières initiatives de la CGT et de la FNSEA comme extrêmement positives et nous appuyons pleinement leur appel. Nous souhaitons qu'à cette occasion, toutes les organisations syndicales, politiques, écologistes ou autres unissent leurs efforts, seuls susceptibles de réaliser l'unité des travailleurs contre la politique giscardienne.

Le 4 octobre, tous ensemble contre la politique giscardienne.  
Parti communiste marxiste-léniniste Section d'Agen.



Aquitaine, de nombreuses entreprises en lutte pour l'emploi : La verrerie de Begles, la société auxiliaire du meuble, Lanaverre-Auximeca, Pein-Gasquet et St-Joseph (ci-dessus)

PTT

## Elaborer un cahier revendicatif

**L**E syndicat départemental CFDT des PTT de la Gironde appelle également à participer massi-

vement à la grève du 4 octobre et appelle les agents à élaborer des cahiers reven-

dicatifs communs CGT-CFDT en dégageant les priorités.

# SIGNES DE REPRESSION

Tandis que les exemples de répression gouvernementale se multiplient, on remarque une curieuse mansuétude du pouvoir vis-à-vis des agissements des groupuscules fascistes.

## Piperno devant la Chambre d'accusation

**J**EUUDI 27 septembre, Piperno passait devant la chambre d'accusation. L'Italie demande son extradition et l'accuse sans aucune preuve d'appartenir aux « Brigades rouges » et d'avoir été impliqué dans l'affaire Moro. Une accusation fondée uniquement sur les écrits de Piperno et sur le fait qu'au moment de l'affaire Moro, Piperno aurait pris contact avec le Parti socialiste italien. Dans d'autres cas (militants noirs ou basques), ces délits ont conduit la justice à refuser l'extradition.

Le tribunal rendra son jugement le 17 octobre sur le cas de Piperno et de Ianfranco Pace, tous deux incarcérés. Une nouvelle affaire Croissant ? Une esquisse du « nouvel espace judiciaire européen ». Il s'agit en tout cas d'une grave atteinte aux libertés. D'autant plus que la police a arrêté jeudi dans le palais de justice un cinéaste qui se trouvait là pour soutenir Piperno.



Franco Piperno.

### RECTIFICATIF :

Dans notre dernière édition, une erreur de photo s'est produite. Nous demandons à Franco Piperno et à nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

## Banalisation de la torture raciste

**L**E pouvoir fait preuve de clémence pour les tortionnaires, racistes, du jeune Algérien, Ali Abdou. Ces derniers ne comparaitront pas en Cour d'assises comme le demandaient les défenseurs d'Ali Abdou.

La cour d'appel de Toulouse a condamné Michel Pujol à quatre ans de prison, Hervé Auguste à trois ans, Thierry Neveu à dix-huit mois dont six avec sursis. Ce jugement qui fera jurisprudence banalise les crimes racistes comme délits de droits communs.

## Tolérance vis-à-vis des journaux nazis

**L**AID Sebaï, Goldman, retrouveront un jour leurs assassins ? La police, si diligente quand il s'agit de manifestants ou de travailleurs, fait preuve de bien grande cécité vis-à-vis des crimes des tueurs fascistes.

en France, avec la bénédiction de la commission paritaire et avec un tarif postal préférentiel. Ce mensuel intitulé *Notre Europe* expose le « programme » national-socialiste de Hitler : « Notre but est de créer une société hiérarchique fondée sur le potentiel biologique des individus... Au service de cet ordre nouveau, nous mettons les dernières découvertes biologiques qui démontrent l'inégalité fondamentale des hommes afin que les meilleurs dirigent dans l'intérêt commun ».

Voilà qui se rapproche de ce qu'affirme une droite soi-disant nouvelle ! Tous ces faits qui s'accumulent et qui convergent sont très inquiétants. Ils font planer une menace sur les droits démocratiques.

Léon CLADEL

# Hôpital : danger de mort

**A**U centre hospitalier de Lille « on conseille de ne pas prescrire des dérivés du sang à un malade dont on sait parfaitement qu'il mourra dans les heures à venir. »

A Marseille, les malades atteints de maladie cardiaque sont couchés sur une liste d'attente pour être opérés. Voici une lettre qu'a reçue un malade : « Le peu d'argent qui reste pour finir l'année nous contraint à réduire de façon draconienne l'activité du service d'autant plus que nous devons pouvoir opérer les malades urgents. La date qui a été fixée pour votre intervention ne peut être respectée. Nous sommes obligés de vous mettre en liste d'attente. Vous serez prévenu de votre date d'entrée environ 8 jours avant. Le délai est imprévisible. Toutefois, l'ordre que vous occupez dans la liste d'attente tient compte des caractères de l'atteinte cardiaque que vous présentez ».

René Lenoir, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale dans le Monde du 13 septembre 1979 : « Quoique les raccourcis soient toujours outranciers, disons que greffer une pile électrique dans le cœur d'une personne de 80 ans pourrait se justifier si l'on n'était pas obligé, au même moment, de négliger des milliers d'enfants dyslexiques ou le dépistage précoce des malformations urinaires des enfants ».

Une seule question, mais de taille, s'impose : va-t-on vers la légalisation du crime ? Car c'est bien de cela dont il est question quand on reporte aux esclaves grecques les opérations du cœur, qu'on conseille de ne plus faire de transfusions



Vu dans un hôpital.

sanguines aux mourants et qu'on arrache aux vieillards leur pile de vie.

Et c'est la restriction du budget des hôpitaux qui entraîne cette attitude criminelle, mais aussi toute une dégradation des soins accordés aux malades.

A l'hôpital Saint-Louis à Paris, une circulaire impose la suppression d'un certain nombre d'examen pour les hépatiques.

Une autre circulaire limite le temps d'hospitalisation pour les personnes âgées dans un service de réadaptation fonctionnelle ; dans un service de gériatrie, au-delà de cette prescription les malades devront payer 150 F par jour pour continuer à se faire soigner à l'hôpital !

Au comble, se greffe le

mesquin : à l'assistance publique à Paris, la bouteille d'eau minérale gratuite est supprimée...

Que va-t-on devenir ? Déjà, on nous a retiré, partiellement, les médicaments de « confort », le remboursement des soins dentaires et kinésithérapeutiques.

A présent, il y va de notre vie !

Mais tout le monde n'est pas en danger de mort. Ceux qui pourront payer seront soignés.

Reprenons l'exemple de Marseille : les médecins et les patrons sont contraints d'orienter leurs malades dans des cliniques privées : « Conseiller aux malades de chercher à se faire opérer en cliniques privées bien que le secteur privé de Marseille n'ait pas les possibilités suffisantes pour une activité aussi importante ».

Le Professeur Jean Pecker (\*) note à ce propos : « Nous pourrions aussi montrer que le budget global appelle la fraude : s'il n'y a plus de films au service de radiologie, les malades seront adressés à un cabinet de radiologie privé par le médecin hospitalier : économie pour l'hôpital, mais dépense accrue pour l'assurance maladie ! »

Une autre question : s'agit-il pour le gouvernement de diminuer toutes les dépenses de santé, ou seulement celles de l'hospitalisation publique ?

Nathalie VILLOTIERS

(\*) Jean Pecker : Professeur à l'Université de Rennes. Président honoraire de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales consultatives.

### Culturel

### NOTE DE LECTURE

## « Roulements de tambours pour Rancas »

De Manuel Scorza chez Belfond

**L**E monstre est né un jour, on ne sait trop comment, ni où exactement. Une espèce de serpent avec des épines sur le corps. Et il grandit à une vitesse folle. Et il avale tout sur son chemin : terres, villages, troupeaux, collines et rivières, et même les cimetières.

On dit que le serpent a avalé ainsi un million d'hectares de pampa. Cette pampa de l'Altiplano péruvien de laquelle les paysans pau-

vres, descendant des Incas, vivent chichement. Le serpent leur volait la terre : il les tuait tout simplement ! Alors, ils s'approchèrent de la bête : ce n'était rien d'autre qu'une clôture de barbelés que la Cerro de Pasco Corporation, avec l'aide des autorités, venait d'installer pour agrandir sa section agricole.

Un roman certes ! Mais plus que cela, c'est une histoire authentique que nous conte Manuel Scorza.

Tous les personnages sont réels. Et quels personnages ! Tel le tout puissant et oh combien ignoble Docteur Montenegro, juge et propriétaire foncier et son adversaire, l'Indien Hector Chacon, chef de la révolte, qui fut libéré de prison en 1971, en partie grâce au livre de Scorza.

De ce livre, Max-Pol Fouchet dit : « On sort de sa lecture tout ruisselant d'images, tout enrichi de force ». Alors, si vous plaît,

prenez le temps de lire Manuel Scorza. Il vous aidera à combattre toutes les Cerro de Pasco Corporation du monde !

Autres livres de Scorza sur un thème analogue : *Garabombo l'invisible* (Edition Grasset), *Le Cavalier insomniaque* (Edition Belfond), *Le Chant d'Agapito Roblés* (à paraître chez Belfond).

Note de lecture envoyée par un lecteur.

### «Foutez la clôture en l'air»

« Et la lutte commença. A 4 heures du matin, Rivera frappa à toutes les portes et les hommes se réunirent sur la place. Il gelait et l'or sautait sur les pierres pour ne pas peler de froid. Ils s'armèrent de gourdins et de frondes ; et se partagèrent trois bouteilles de taffia. Il faisait encore sombre quand ils se tapirent dans l'ombre pour attendre la ronde de la « Compagnie ». Le soleil n'arrivait pas à dépêtrer ses jattes de la toile d'araignée que tissait le brouillard rose. Soudain, de vagues statues équestres émergèrent et ils tombèrent sur les cavaliers. La peur durcissait leurs poings en colère. Brillants d'excitation et

de rosée, les chiens participaient à leur courroux. Les contremaitres, surpris, contusionnés, le visage déchiré par les pierres et les frondes se perdirent dans le brouillard.

- Foutez la clôture en l'air ! Ordonna Rivera le délégué, en crachant une de ses dents.
- Qu'est-ce que vous dites, Don Alfonso ?
- Foutez la clôture en l'air et mettez-y le troupeau ! insista le délégué qui épongeait le sang de son nez avec un mouchoir crasseux.
- Ils obéirent ! »

# Interview de Régis Bergeron, de retour du Tibet

Traditions et changements

Suite de la page 8

Il y a aussi des tentatives de modifier l'alimentation tibétaine. De tout temps, les Tibétains se sont nourris surtout de tsampa, qui est une bouillie de farine d'orge, qu'ils malaxent avec du thé et du sel. Voilà l'essentiel de leur nourriture, avec le lait de yak fermenté, et le thé salé mélangé de beurre rance. Un peu de viande boucanée, séchée au soleil de temps en temps.

Maintenant, il y a tout autour de Lhassa des cultures maraichères qui sont extrêmement florissantes. On espère que les Tibétains vont se mettre à manger des légumes verts.

Il faut dire que si le sous-sol tibétain est riche en ressources, elles ne sont pas encore exploitées. Par exemple, il n'y a pas de charbon pour se chauffer : il faudrait au mieux l'acheminer par camions, par la route qui relie le Tibet au reste de la Chine. Mais il faut une quinzaine de jours pour faire 2 000 kilomètres, ça serait trop onéreux. Une autre grande route est en voie de construction, de même qu'une ligne de chemin de fer dont on espère qu'elle atteindra Lhassa dans cinq ou six ans. C'est là le problème clé, celui des communications, que le relief du Tibet rend particulièrement difficile à résoudre.

Alors, on se chauffe au bois : quand j'y étais, c'était la « saison d'or », l'automne avec un beau soleil et des fleurs comme on en voit chez nous à cette saison. Mais on fait déjà sa provision de bois pour l'hiver.

On se chauffe aussi à la bouse de yak séchée et à la tourbe.

Il y a donc un manque évident de matières premières immédiatement utilisables au Tibet, de routes nombreuses et praticables, de voies ferrées reliant le Tibet au reste de la Chine, ce qui est un handicap majeur au développement de l'industrie.

## Progrès de l'enseignement

Mais les progrès — je dirais les plus grands — sont à coup sûr ceux qui ont été faits dans le domaine de l'enseignement. Les enfants tibétains sont scolarisés à 80 %, ce qui est considérable si l'on tient compte que la population est essentiellement pastorale, extrêmement dispersée : le Tibet est grand comme plusieurs fois la France et il y a 1 600 000 habitants. Il y en avait 1 100 000 il y a trente ans, ce qui signifie que la population est en pleine croissance.

Dans l'enseignement primaire, on est passé d'une quinzaine d'écoles avant 1956 à plus de 6 000 maintenant. Il y a une vingtaine d'écoles secondaires et quatre instituts d'enseignement supérieur. Et ça, ça me paraît être l'un des acquis les plus considérables, qui s'accompagne d'ailleurs d'un essor de l'édition.

Je me suis intéressé à savoir en quelle langue on pouvait trouver ces livres, si c'était en tibétain ou en han ; par exemple, il y a un quotidien qui s'appelle *Le Quotidien du Tibet*, qui tire à 37 000 exemplaires en langue tibétaine et à 18 000 seulement en han. J'ai rapporté aussi en tibétain des livres de sciences et de technologie, un almanach paysan, des posters, et même le premier volume du roman classique chinois « *Au bord de l'eau* ». Quelquefois, ces livres sont bilingues, les deux éditions du journal sont, elles, séparées.

Les enfants tibétains apprennent tous le tibétain à l'école et font environ une heure de chinois par jour. Les enfants hans, eux, ap-

prennent et le tibétain et le chinois. Alors, il y a une osmose qui s'opère entre les deux communautés, de façon que les rapports des Hans qui viennent ici avec la population soient facilités.

HR : Les journalistes étrangers qui ont visité cette région en juillet ont parlé de « manifestations de colonialisme » de la part des autorités chinoises à l'égard de la population autochtone. Qu'en pensez-vous ?

R B : Moi, je ne pense pas qu'il y ait des manifestations colonialistes, c'est-à-dire une tentative de « hanisation » de la population tibétaine. D'abord parce que les Hans sont vraiment minoritaires par rapport à la population tibétaine et qu'il s'agit essentiellement de cadres venus là pour un nombre d'années limité : certains sont là pour trois ans, d'autres pour cinq ans. J'ai bien rencontré des cadres qui étaient là depuis plus longtemps, mais c'est l'exception, d'autant plus — raison accessoire — que le climat tibétain est très rigoureux pour les Hans qui ne le supportent pas longtemps.

Je crois néanmoins qu'il a pu y avoir à certains moments, un certain nombre d'erreurs commises. D'ailleurs, il y a eu récemment une sorte d'autocritique à ce sujet. L'Assemblée populaire et l'Assemblée consultative de la région autonome dans leur dernière session, ont mis l'accent sur la nécessité de respecter ce que j'appellais tout à l'heure l'identité nationale tibétaine.

HR : De quelle sorte d'erreurs a-t-il pu s'agir ?

Peut-être y a-t-il eu des erreurs, de la part des cadres, dans leur comportement à l'égard de la population, surtout dans les années 66-68, au début de la Révolution culturelle. Mais s'il y en a eu, elles ne m'ont pas paru persister maintenant ; et surtout, le danger n'échappe pas à la vigilance des autorités. On peut considérer qu'il y a déjà des mesures prises pour rectifier le tir si des erreurs sont commises. Par exemple, des tendances au chauvinisme, à la sous-estimation du problème religieux, des traditions locales, du poids des coutumes, etc. Sans doute le gauchisme des Quatre a-t-il pu sévir un temps au Tibet dans ces divers domaines.

Je peux donner un exemple d'erreur — je n'en ai pas vu beaucoup — mais par exemple quand je suis allé à la banque, j'ai remarqué que les inscriptions en han étaient beaucoup plus grosses qu'en tibétain, de même que le titre du quotidien. Je l'ai d'ailleurs fait remarquer. Ça m'a paru un peu contraire au respect de l'identité nationale tibétaine. (Naturellement, il ne faut pas oublier que le han est la langue officielle de la Chine.)

Il semble que les écoles soient mixtes. Les écoles réservées aux enfants des cadres hans sont très rares.

Bien sûr, on a quand même l'impression, quand on se promène dans Lhassa, de deux communautés très différentes.

Il faut dire que le Tibet a une culture qui lui est propre, une langue qui lui est propre, des conditions historiques qui lui sont propres, et je pense qu'on va encore les respecter davantage maintenant, compte tenu des erreurs commises à certaines époques comme on l'a vu tout à l'heure. Il faut dire d'ailleurs que la rébel-

lion de 1959 a engendré des conditions particulières : elle a provoqué en particulier un afflux de militaires chinois venus pour briser la rébellion qui était quand même assez étendue.

## La religiosité des Tibétains

La question qui m'intéressait en outre, c'était la question religieuse. Là, peut-être, avec cette question, on se trouve devant une de ces erreurs commises pendant la période de la révolution culturelle, avec entre autres, la fermeture des temples et des monastères.

On n'a peut-être pas assez évalué à sa juste mesure la religiosité de l'esprit des Tibétains. Il est évident que le bouddhisme est encore très vivant, en particulier chez les vieux. En une matinée, j'ai vu trois ou quatre vieux qui tournaient un moulin à prières, dans les rues de l'ancien Lhassa, de femmes marchant en égrenant leur chapelet, etc.

Cette religiosité avait pénétré très profondément toute la vie du peuple tibétain depuis des siècles. C'est là un fait historique, et c'est parce qu'elles en tenaient compte de la façon la plus réaliste que les autorités centrales, fidèles d'ailleurs en cela à leurs engagements pris dans l'Accord en 17 points de 1951, s'étaient montrées si prudentes et patientes dans le processus de la réforme démocratique du Tibet, y compris de ses institutions. C'est du reste le trait essentiel de la politique suivie dans toutes les régions de minorités nationales.

HR : Que pensez-vous du retour éventuel du Dalai-Lama ?

R B : Ce qu'il faut dire aussi, c'est que le Dalai-Lama n'avait pas seulement le pouvoir spirituel, mais aussi le pouvoir temporel et que ce pouvoir a été brisé en 1959 à l'issue de la rébellion. Maintenant, si le Dalai-Lama revenait, il pourrait au mieux retrouver son statut de chef religieux, mais pas le pouvoir politique suprême ; peut-être pourrait-il être président ou vice-président de l'Assemblée populaire de la région autonome. L'autorité gouvernementale, c'est l'autorité centrale, naturellement, qui l'exerce.

J'ai rencontré pendant mon séjour un certain nombre de gens dont l'ancien secrétaire du Dalai-Lama, qui a participé à la rébellion de 1959 et qui a passé cinq ans en prison. Et je lui ai posé la question : « Est-ce que le peuple tibétain est indifférent à un retour éventuel du Dalai-Lama ? », et il m'a répondu : « Non, bien sûr. Si le Dalai-Lama rentrait, ce serait une décision qui aiderait à renforcer l'unité de la région autonome et l'unité nationale ».

Pour l'instant, la balle est donc dans le camp du Dalai-Lama. J'ai l'impression qu'il fait monter les enchères en se rendant en Suisse, en Mongolie via Moscou, aux Etats-Unis... J'ai lu ses déclarations dans *Le Monde* il y a quelques jours, je pense qu'il ne ferme pas la porte. S'il ne dit pas « je rentre maintenant », il ne dit pas non plus « je ne vais jamais rentrer ». Je crois qu'il tient compte des désirs de très nombreux Tibétains qui sont partis avec lui et qui ont le mal du pays. Peu à peu, les conditions sont en train d'être créées pour un retour éventuel du Dalai-Lama.

PARIS BEAUBOURG

Conférences et débats

En collaboration avec les Amitiés franco-chinoises, la bibliothèque publique d'information (BPI) propose une série de débats animés par Claude Hudelot (de *France-Culture*)

- 12 octobre : *Les minorités en Chine*. Avec Jean Goefin, Régis Bergeron, Claudette Castan. Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.  
19 octobre : *Témoignage d'Han Suyin*. Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.  
29 octobre : *Le cinéma chinois*. Avec Régis Bergeron, Marie-Claire Quiquenne. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.  
31 octobre : *La santé en Chine*. (sous réserve) Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.  
12 novembre : *L'enseignement en Chine*. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.  
Date à préciser : *L'économie rurale chinoise*. Avec Pierre Gentelle, Alain Lefebvre, Hélène Marchisio. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.

Note de l'Humanité Rouge : Un certain nombre de dates ont été modifiées par rapport aux annonces que nous avons passées précédemment. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine

4 périodiques en français

Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine, quatre périodiques en français :

- *Beijing information*, hebdomadaire - le reflet de l'actualité chinoise et des analyses sur la situation internationale.

Abonnement - 1 an : 40 F ; 2 ans : 60 F ; 3 ans : 80 F.

- *La Chine en construction* : mensuel. Des articles, des reportages sur la santé, l'éducation, l'histoire, l'économie, l'art.

Abonnement - 1 an : 19 F ; 2 ans : 28,50 ; 3 ans : 38 F.

- *La Chine*, mensuel. Les articles courts, abondamment illustrés rendent ce magazine très attrayant.

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

- *Littérature chinoise*, mensuel - Publie nouvelles et romans classiques et modernes, des critiques, des études sur la peinture traditionnelle et contemporaine, des chroniques sur la poésie, le théâtre, le cinéma...

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

Adressez vos abonnements et réabonnements à E-100, 24 rue Philippe de Girard - 75010 PARIS. (Spécimens sur demande).

P. S. N'oubliez pas de vous réabonner à temps : l'échéance figure sur la bande adresse. Exemple : 11/78-10/79, le No 10 est le dernier que vous recevrez.

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.  
Pour toute correspondance :  
L'Humanité Rouge :  
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution SMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM  
PRENOM  
Lieu de travail  
Adresse  
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge)

# Interview de Régis Bergeron, de retour du Tibet

## Traditions et changements

Voici une interview de Régis Bergeron dont c'est le onzième voyage en Chine populaire. Régis Bergeron est l'auteur de plusieurs livres, dont un sur le cinéma chinois. Il participera le 12 octobre à Beaubourg à un débat sur les minorités en Chine et le 29 octobre, toujours à Beaubourg, à un débat sur le cinéma chinois.

*HR : Tu reviens d'un séjour d'une semaine au Tibet. Peux-tu d'abord nous rappeler brièvement l'histoire de cette région, ses relations avec le reste de la Chine, la situation du peuple tibétain, il y a une trentaine d'années ?*

**REGIS BERGERON :** Je reviens en effet d'un séjour d'une semaine au Tibet, début septembre. C'est une région où, depuis longtemps, fort peu d'étrangers se rendent. Et, naturellement, j'ai pu mesurer le privilège que c'était pour moi d'y aller. Deux questions m'intéressaient en particulier : la façon dont les Hans (\*) respectent l'identité nationale du peuple tibétain, et aussi comment se pose le problème religieux à un moment où, à travers le monde, on parle beaucoup d'un retour éventuel du Dalai-Lama à Lhassa (...).

Le Tibet, c'est aujourd'hui une région autonome qui fait partie de la République populaire de Chine. Et tu sais qu'il y a eu toute une polémique autour de la question du Tibet : le Tibet est-il chinois ou non, devrait-il être un pays indépendant ?

### Une histoire ancienne

Il y a longtemps que l'histoire a tranché cette question : depuis le septième siècle, le Tibet a fait partie de la Chine. Et même en 1959, au moment de la rébellion des féodaux, des réactionnaires tibétains, en Inde où beaucoup d'entre eux se sont réfugiés après l'échec de la rébellion, Nehru, qui était alors premier ministre, a lui-même déclaré que le Tibet n'était pas un pays en soi, mais faisait partie de la Chine de façon historique.

D'ailleurs, sur les murs du palais du Dalai-Lama à Lhassa, le Potala, dans le palais d'été du Dalai-Lama, sur les murs des temples qui sont peints du haut en bas d'espèces d'enluminures, il y a des scènes de l'histoire du Tibet qui montrent de façon irréfutable que le Tibet faisait partie de la Chine. On voit, en particulier, des scènes où les autorités du Tibet se rendent auprès des empereurs de Chine ou bien des envoyés de ces derniers vont au Tibet sous le signe de la souveraineté de la Chine sur le Tibet.

### 1951 : un accord en 17 points

Le Tibet a été libéré en 1951 par l'Armée populaire de Libération, soit un peu plus d'un an après le reste de la Chine. Il a été libéré pacifiquement aux termes d'un accord en dix-sept

points signé entre les représentants du gouvernement central de Pékin et cinq envoyés du Dalai-Lama, dont son secrétaire général que j'ai rencontré pendant mon séjour.

De 1951 à 1959, il y a eu un statu quo. C'est-à-dire que l'accord laissait en place le gouvernement local du Tibet dirigé par le Dalai-Lama, laissait intactes les forces militaires propres à ce gouvernement local et on s'était engagé à ne pas entreprendre tout de suite des réformes démocratiques telles qu'elles se réalisaient dans le reste de la Chine socialiste. On avait dit qu'on prendrait tout son temps pour ça.

Cinq ans après, en 1956, a été créée la commission pour constituer la région autonome du Tibet. La partie han, le gouvernement central a déclaré qu'on ne procéderait pas à des réformes démocratiques avant six ans. Ce qui poussait à 1962. Mais ce statu-quo a été brisé par la rébellion de 1959 à la suite de quoi le Dalai Lama a gagné l'Inde avec plusieurs dizaines de milliers de Tibétains. 1959 a mis fin à tout le régime antérieur. Et ce régime antérieur, c'était ni plus ni moins que le servage. Le serf dépendait soit du Dalai-Lama, soit des monastères, soit des grands

propriétaires fonciers. Il était tenu à un certain nombre de corvées, taillable et corvéable à merci, ne possédant pas de terre, et c'est à ce régime qu'a mis fin la répression de la rébellion de 1959.

J'ai visité à Lhassa un musée où on voit quelles étaient les punitions infligées aux serfs quand ils avaient perdu un mouton ou manqué de respect à leur maître : on leur coupait la main ou on les écorchait vifs (j'ai vu des peaux d'enfants accrochées au mur). Dans la résidence d'été du Dalai-Lama, j'ai vu une cruche faite d'un crâne humain, avec un couvercle d'argent un tambour en peau humaine. Bref, véritablement il y avait un régime abominable.

Aujourd'hui, le Tibet est une région autonome comme un certain nombre d'autres régions de Chine où les minorités ethniques sont dominantes dans la population. C'est une région autonome depuis 1965, c'est-à-dire depuis une date relativement récente. Comme je l'ai dit tout à l'heure, en 1956, on avait créé le comité pour la création de la région autonome du Tibet. Mais les obstacles dressés devant les travaux de cette commission ont retardé pour plusieurs années

l'établissement des structures d'autonomie. C'est seulement à partir de 1959, après la répression de la rébellion des féodaux, qu'on a vraiment pris en main cette question.

*HR : Quels étaient ces obstacles ?*

**R.B. :** Il y a eu la mauvaise volonté des autorités féodales tibétaines, peu soucieuses, malgré leurs engagements, d'ouvrir au Tibet la voie du progrès. Et puis, la prudence des autorités centrales, décidées à respecter les coutumes, les traditions, les croyances du peuple tibétain et à ne pas précipiter cette transformation.

*HR : Depuis, le Tibet a beaucoup changé. Quels progrès as-tu constaté, quels retards par rapport au reste de la Chine ?*

**R. B. :** Si le Tibet a beaucoup changé ? Je crois que oui et en même temps, on peut répondre oui et non.

Non, par exemple si on se promène dans les rues de la vieille ville de Lhassa. Là, on a l'impression de revoir le Tibet tel qu'on le voit sur des gravures du 19<sup>e</sup> siècle : d'abord parce que la vieille ville est conservée intacte, que les gens sont habillés avec le costume national noir (...), qu'on trouve encore des tas d'imondices dans les rues de la vieille ville... Il y a aussi des petits marchands qu'on croirait sortis tout droit du Moyen-Age. Si bien qu'on se dit qu'extérieurement rien n'a changé :

les temples sont toujours là, le palais du Dalai-Lama est toujours là. Et puis le fait qu'on ait réouvert les temples et les monastères, il y a quelques mois, fait qu'on voit à nouveau des gens qui se promènent avec leur moulin à prières, des files de croyants qui se prosternent, quelquefois à plat-ventre, devant les immenses statues de Bouddha ou de lamas, dans les temples et qui donnent une petite obole.

Ça c'est l'apparence, mais même sur apparence, on peut constater que le Tibet a tout de même beaucoup changé.

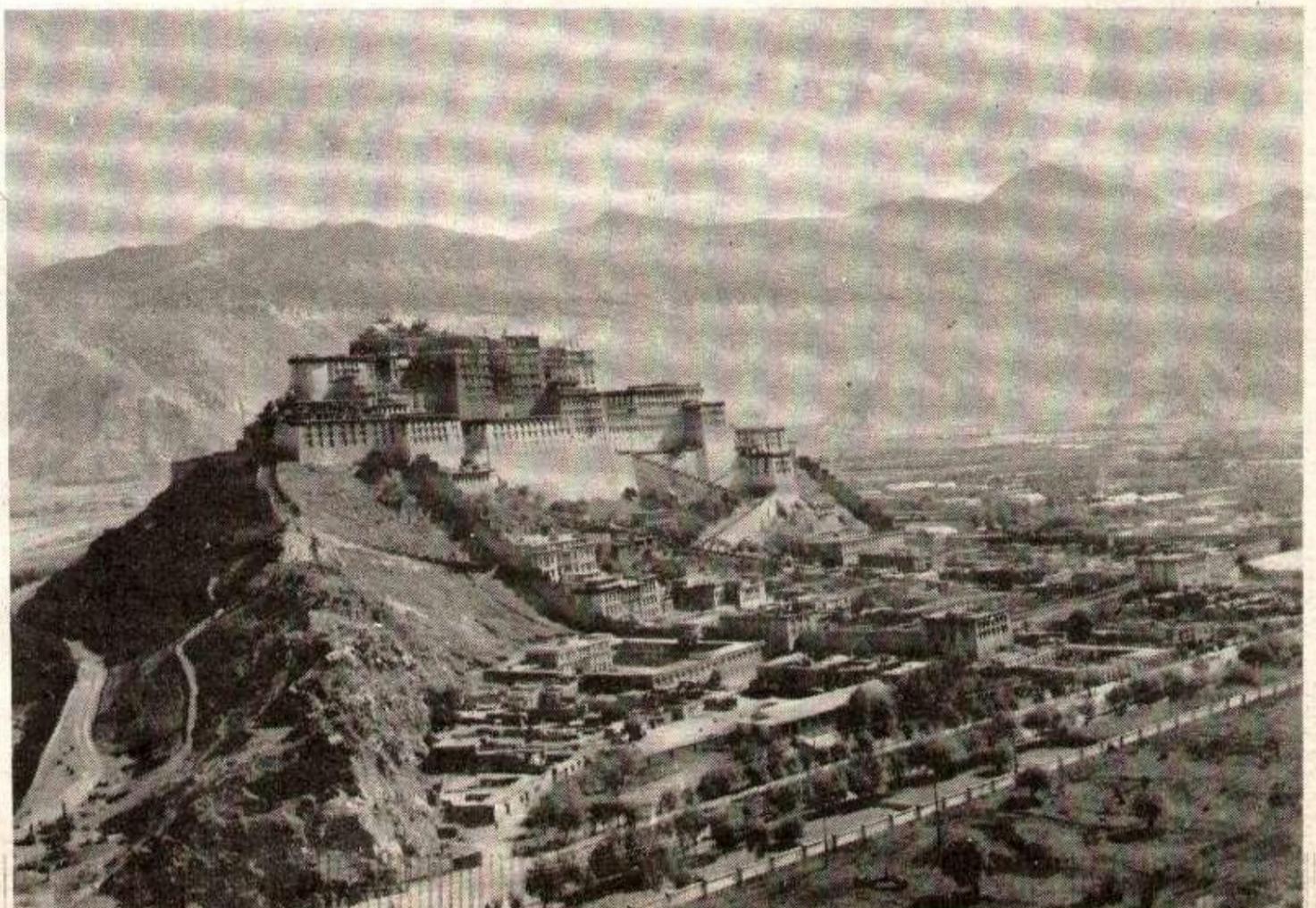
### Développement de l'artisanat

C'est ainsi que la vieille ville est doublée d'une ville neuve, moderne. Lhassa, qui n'a que 110 000 habitants, ne ressemble pas à une capitale, on dirait plutôt un gros bourg.

Et puis il y a eu aussi la création de plusieurs ateliers. Parler d'industrie serait un peu exagéré, mais au moins des ateliers, pas seulement de réparation, mais aussi de fabrication. On a développé aussi l'artisanat local, qui est très ancien, l'artisanat du tapis, du bois, du cuivre, du cuir, le tissage, etc. Et on peut dire que ça a été développé à une échelle qui dépasse largement le strict cadre artisanal.

(\*) Les Hans sont le peuple le plus nombreux de toute la Chine.

Suite page 7



Tibet : A Lhassa, le palais de Zebodala.